



## Lancement du Dialogue européen de l'action non-étatique pour le climat

La transition vers une économie sobre en carbone et résiliente face au changement climatique a été largement alimentée par les initiatives émanant du terrain conduites par les citoyens, les entreprises innovantes et diverses parties prenantes de la société civile, ainsi que par les collectivités locales et régionales, désignés collectivement par le terme d'acteurs non étatiques et infranationaux. Au cours des dernières années, le nombre, la portée et l'ampleur des actions climatiques non étatiques ont connu une croissance rapide. Cependant, en raison de la persistance d'obstacles, les acteurs non étatiques se heurtent à des difficultés pour engager et mettre en œuvre avec succès leurs actions climatiques.



**Noémie Bessette (AEIDL) a assisté au lancement du Dialogue Européen de l'action non-étatique pour le climat, organisé le 23 avril 2018 par le Comité économique et social européen (CESE), le Comité des Régions et l'Association Climate Chance.**

L'objectif de cet événement était de proposer un plan d'action visant à évaluer, reconnaître, accélérer et soutenir l'action en matière de climat, ainsi qu'à améliorer la gouvernance et à faire entendre les acteurs non étatiques parlant d'une seule voix. Le dialogue est organisé autour de trois questions structurantes: où en sommes-nous? Quels sont nos objectifs? Comment les atteindre?

## ➤ Où en sommes-nous?

**Isabel Cano-Aguilar**, *vice-Présidente du CESE*

Cette journée se déroule avec présent à l'esprit la préparation de la Conférence Climate Change à Bonn en avril 2018 ainsi que la prochaine COP en Pologne du 3 au 14 décembre 2018. Il a donc été souligné l'importance de ce dialogue dans l'objectif de faire naître des propositions concrètes à l'approche de ces moments clés dans la lutte climatique.

**Tomasz Chruszczow**, «*champion de haut niveau*» pour l'action climatique

M. Chruszczow a insisté sur le fait que la moindre action compte pour dans la lutte contre le changement climatique, a fortiori dans l'objectif de réaliser l'Accord de Paris. Peu importe l'échelle, aussi petite soit-elle, le projet aura un impact indéniable sur la lutte contre le changement climatique. Chacun d'entre nous a un rôle à jouer à la hauteur de ses moyens dans la réalisation d'un futur commun, à l'image de la stratégie du colibri.

Le partenariat de Marrakech a également été mentionné comme un exemple de réalisation d'initiatives ascendante dans l'objectif de remplir des engagements «top-down». Cela illustre parfaitement selon Thomas Chruszczow comment la lutte doit s'organiser pour réussir. Chaque acteur doit se mobiliser à son échelle et cette mobilisation doit logiquement aboutir à la rencontre des différentes parties, complémentaires dans un juste milieu.

**Ronan Dantec**, *président de l'association Climate Chance*

M. Dantec s'est particulièrement concentré sur le rôle essentiel des territoires en tant qu'acteurs clés pour une action climatique innovante et efficace. Les territoires sont cependant confrontés à une difficulté majeure: l'accès au financement. Ce dernier a besoin d'être rapidement facilité afin de pouvoir atteindre plus de projets et rendre encore plus importante la déferlante d'actions contre le changement climatique.

Il ne tient également qu'aux territoires de partager leurs actions et de réclamer haut et fort les cadres et structures dont ils ont besoin pour mieux avancer et stimuler les actions climatiques, encore une fois dans une approche complémentaire des acteurs à différentes échelles.

L'Union européenne a été désignée comme une référence mondiale en matière d'action contre le changement climatique. A défaut d'être parfaite, sa prise d'initiative est honorable.

## **Remarques**

- La jeunesse est un levier important de la lutte, il faut sensibiliser à travers l'éducation.
- Il est également crucial de changer nos modes de vie actuels vers un modèle plus soutenable (nos habitudes alimentaires sont, par exemple, étroitement liées au modèle agro-industriel dominant).
- Il est important d'adopter une vision globale et cohérente en ce qui concerne le secteur énergétique et une politique européenne intégrée et coordonnée ainsi qu'une feuille de route sont des garanties de la réalisation d'actions concrètes par la suite.

## ➤ Quels sont nos objectifs?

**Mindaugas Maciulevicius**, *membre et rapporteur du CESE sur l'avis "[Promouvoir des actions en faveur du climat par des acteurs non étatiques](#)"*

M. **Maciulevicius** a rappelé à l'auditoire l'importance des projets de petite taille. Ils peuvent avoir in fine un impact plus important que les grands acteurs non-étatiques habituels (grandes villes et entreprises) et de fait ces «petits» projets ne doivent pas être négligés. Il a également souligné le besoin d'une plateforme qui, au travers d'un réseau de réseaux ou d'un concours, stimulerait l'élan des actions climatiques non-étatiques.

Par ailleurs, éviter de tomber dans le «verdissage» (*greenwashing*) requiert un corps d'évaluation des actions climatiques indépendant afin de pouvoir véritablement mesurer leurs impact, forces et faiblesses.

Il est également recommandé de toujours garder à l'esprit les différents possibles de l'action climatique et de ne jamais en isoler un afin que des synergies puissent se créer entre les échelles locale, européenne et mondiale.

**Elina Bardram**, chef d'unité, DG Action pour le climat, Commission européenne

Mme Bardram a annoncé la publication en octobre du [1.5°C report](#). Selon elle ce rapport aidera à la conception plus concrète d'actions grâce à une meilleure compréhension de la situation et des enjeux précis, dans l'objectif de rester dans les 1.5°C. Le fait que les Etats-Unis quittent l'Accord de Paris a été relativisé puisqu'il a été rappelé que la plus grande économie mondiale n'avait pas complètement quitté la partie. Dans leur grande majorité, les acteurs non-étatiques américains continuent de prendre en compte l'accord de Paris et ses recommandations.

Mais comment se définit exactement un acteur non-étatique? Réponse: tout un chacun, à l'exception des gouvernements nationaux. A cet égard, les acteurs non-étatiques seraient à l'avant-garde de la lutte pour le climat.

Enfin Elina Bardram a rappelé l'importance du partage d'expériences entre les acteurs afin de pouvoir catalyser un plus grand nombre d'actions sur le terrain.

**Roby Biwer**, vice-président de la commission de l'environnement, du changement climatique et de l'énergie (ENVE) du Comité européen des régions

M. Biwer a mis l'accent sur la nécessité de la participation des gouvernements sous-nationaux dans l'élaboration des plans stratégiques afin d'assurer une action plus réactive et efficace au regard du climat. Enfin, concernant le financement de ces initiatives, il y a besoin d'un soutien technique plus important pour les acteurs du terrain qui se retrouvent confrontés à la complexité d'une procédure de demande de financement.

## Questions & Réponses

- La simplification administrative a encore été mentionnée, tout comme l'importance de l'éducation et de l'attention portée à la jeunesse.

**Bernard Soulage**, secrétaire général de l'association Climate Chance

Avant d'introduire les différentes tables-rondes qui allaient avoir lieu, M. Soulage a loué la méthodologie du [Dialogue de Talanoa](#) en ce qu'il permet de réaliser des conférences comme celle-ci de façon beaucoup plus participative et concrète.

## Notes sur deux tables-ronde participatives

### Suivre et évaluer l'action non étatique pour le climat

- [Climate Chance Observatory](#): rapports annuels d'analyse quantitatives et qualitatives (4 chapitres: approche par secteurs (études de cas), approche territoriale, les Objectifs du Développement Durable (SDG), financement).
- Faire attention aux moyennes utilisées quand il s'agit d'observer toute une diversité d'actions et de territoires, mettre en valeur les liens avec les autres thèmes du développement durable.
- Multiple entrées dans le champ de l'action climatique, co-bénéfices.
- Récolter des données peut être un levier pour pousser les gouvernements nationaux à l'action.
- Trop et pas assez de données déjà collectées, et qu'est-ce que ces données peuvent signifier à l'échelle locale?

### Les conditions propices à l'action

- 2018 Année de l'engagement pour la Commission européenne
- Il faut expérimenter et c'est le rôle des fonds européens
- Il faut aussi être transversal et «transeuropéen»
- Les états doivent être des facilitateurs d'actions
- Toute action citoyenne a une dimension politique (même si pas de prime abord), et de bonnes relations humaines sont une clé de la réussite d'un projet.
- Les projets se construisent généralement autour d'un objectif pour plus tard identifier d'autres liens possibles et les réaliser petit à petit.

#### ➤ Comment atteindre les objectifs?

*Cillian Lohan, vice-président de la section NAT du CESE: Présentation et résumé des résultats des tables rondes participatives*

En plus d'un financement difficilement accessible, les projets ont aussi un problème de visibilité. Les «petits» projets ne sont pas représentés dans les données récoltées. Il n'existe pas de cadre pour les soutenir et les faciliter, alors que le niveau micro est tout autant porteur de solution et d'innovations que le niveau macro. Une transparence plus importante est également nécessaire afin de pouvoir réaliser des analyses scientifiques entre pays et pouvoir dessiner une image plus complète de la situation des actions climatiques non-étatiques.

Une conclusion importante est également le besoin d'assistance dans le processus de candidatures pour obtenir des aides financières, cela nécessite des compétences et des ressources que les petits projets n'ont pas nécessairement à leur disposition.

De plus, il est important de relier les données des actions en faveur du climat avec les autres objectifs du développement durable afin d'éviter des politiques climatiques qui seraient dommageables pour d'autres causes, le droit des femmes par exemple. L'action climatique est un vaste champ de possible pour les projets. Ainsi, un même projet bien réfléchi de réduction de la consommation d'énergie peut également avoir un objectif de dimension sociale et économique. De façon générale, tous les acteurs du climat doivent conserver dans leurs actions une certaine cohérence.

*Tine Heyse, présidente de Climate Alliance, Deputy-Mayor for Environment, Climate, Energy and North-South, Ville de Ghent (BE), représentante Convention des maires*

Mme Heyse a souligné le besoin d'ambition de la part des acteurs afin de réaliser des actions à la hauteur du défi qu'est le changement climatique.

**Yvon Slingenberg**, directrice DG CLIMA, Commission européenne

Mme Slingenberg a évoqué l'usage de plus de transparence afin de créer de la confiance entre les différents acteurs, a fortiori quand autant de personnes doivent coopérer afin que leurs actions rencontrent le succès espéré. Mme Slingenberg a également entendu des différentes parties présentes le besoin de résoudre les obstacles au financement.

Globalement, la conférence a été l'occasion de discussion ouvertes et concrètes, source d'espoir pour une suite à la hauteur des différents événements importants à venir.

**En savoir plus:** <https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/dialogue-europeen-de-laction-non-etatique-pour-le-climat>

04/05/2018